

Communiqué de presse - Bobigny, le 5 novembre 2021

Nouveau calendrier du CDG Express : les transports du quotidien méprisés par l'Etat

Au mépris des usagers des transports en commun, l'Etat a une nouvelle fois pris la décision de prioriser la réalisation du CDG Express sur la qualité des transports du quotidien. Projet coûteux, vieux de 20 ans et aujourd'hui obsolète alors que le Grand Paris Express est en cours de réalisation, ce transport privé bénéficie pourtant systématiquement du soutien du Gouvernement au détriment du service public.

Lors d'un comité de pilotage qui s'est tenu hier en Préfecture de Région, l'Etat a annoncé sa décision de privilégier un scénario de réalisation du CDG Express qui met en péril le fonctionnement des transports du quotidien, et en particulier du RER B. Pour pouvoir mettre en service le CDG Express d'ici 2026, les travaux vont devoir s'intensifier fortement, jusqu'à atteindre en 2023 des proportions inédites, avec de lourdes conséquences sur l'offre de transport : fermeture régulière du RER B, nécessité de réduire par période l'offre en heure de pointe de moitié sur le RER B, voire jusqu'à deux tiers sur le RER D, impossibilité d'exploiter certaines branches des lignes H et K du Transilien... Tout cela pour mettre en service au plus vite un projet de transport qui se contentera de traverser la Seine-Saint-Denis sans jamais s'y arrêter !

Avec l'exécutif départemental et Corentin Duprey, Vice-Président en charge des mobilités durables, nous avons eu l'occasion à de nombreuses reprises d'exprimer notre opposition à ce projet et de demander son abandon, et a minima la priorisation des transports du quotidien sur le CDG Express. Malgré la mobilisation des élu.e.s du territoire, malgré les engagements du Gouvernement à faire des transports en commun une priorité, force est de constater que qu'il ne joint pas les actes à la parole.

Privilégier le CDG Express au détriment des transports du quotidien comme le RER B, c'est mépriser les plus d'un million de voyageurs qui empruntent cette ligne tous les jours. Parce que le dynamisme économique de notre territoire repose non pas sur un train express reliant Paris à l'aéroport mais bien sur la capacité de nos concitoyen.ne.s à se déplacer facilement pour se rendre au travail, à l'université, pour pratiquer une activité sportive et culturelle, je demande une nouvelle fois à l'Etat de renoncer à ce projet et d'accélérer au contraire la rénovation du RER B et des lignes de transport en commun.

Stéphane TROUSSEL

Président du Département de Seine-Saint-Denis

Contact Presse : Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis
Grégoire Larrieu / glarrieu@seinesaintdenis.fr / 06 35 84 13 82
Gaby Léonard / gleonard@seinesaintdenis.fr / 06 10 76 04 43